COMPTE-RENDU BUREAU DU 3 JUIN 2025

1. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DU 16 JUIN 2025 ET DÉSIGNATION DES RAPPORTEURS
2. 2ND ARRÊT DE PROJET DU PLUI DE LA CC LACQ-ORTHEZ
3. AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE : PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ
4. GIP CHEMPARC : ÉVOLUTION DES STATUTS ET DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS
5. AIDE À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE POUR LA SOCIÉTÉ MIM IMPLANTÉE À OS-MARSILLON
6. PROPOSITION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE BIEN SANS MAÎTRE POUR L'INTÉGRATION DE LA PROPRIÉTÉ PARDIES ENERGY DANS LE PATRIMOINE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ
7. LACQ : ACQUISITION D'UNE EMPRISE FONCIÈRE APPARTENANT À LA COMMUNE DE LACQ POUR L'EXTENSION DE CHEMSTART'UP
8. VENTE DE TERRAINS SITUÉS SUR LES COMMUNES DE NOGUÈRES, PARDIES ET BÉSINGRAND À LA SOCIÉTÉ ELYSE ENERGY POUR L'IMPLANTATION DE SES UNITÉS DE PRODUCTION
9. CRÉMATORIUM LACQ-ORTHEZ : RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – ANNÉE 2024
10. ZONE DU PESQUÉ À ORTHEZ : DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DES ANCIENS LOCAUX TECHNIQUES DE LA CC LACQ-ORTHEZ PUIS VENTE EN CRÉDIT-BAIL D'UNE DURÉE DE CINQ ANS À L'ASSOCIATION CRÉA'LOCALE
11. RÉALISATION D'UN ACCÈS À LA ZONE DE LA PASSERELLE À ORTHEZ : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA CC LACQ-ORTHEZ
12. AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES LIÉS AUX TRAVAUX DE LA RUE DES JACOBINS À ORTHEZ
13. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS POUR L'ANNÉE 2024
14. OPÉRATION DE RÉHABILITATION DU BELVÉDÈRE DE MOURENX : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ ET LA COMMUNE DE MOURENX
15. SOUTIEN FINANCIER À DES ASSOCIATIONS POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES ET CULTURELLES ET/OU POUR LA LOCATION DE CHAPITEAU : EXAMEN DES DEMANDES AU TITRE DE L'ANNÉE 2025
16. AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ SUIVANT (PROCÉDURE FORMALISÉE) :
 - ☛ Travaux de curage de fossés des voies communales sous gestion de la communauté de communes de Lacq-Orthez.
17. AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER L'AVENANT SUIVANT (PROCÉDURE FORMALISÉE) :
 - ☛ Entretien des espaces verts sur le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez – avenant n°1 au lot 4.

18. APPROBATION DE LA CONVENTION CADRE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ ET LES COMMUNES MEMBRES INTÉRESSÉES POUR L'ANNÉE 2025

1. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DU 16 JUIN 2025 ET DÉSIGNATION DES RAPPORTEURS

Le bureau valide l'ordre du jour du conseil du 16 juin prochain et procède à la désignation des rapporteurs.

2. 2ND ARRÊT DE PROJET DU PLUI DE LA CC LACQ-ORTHEZ

Par délibération du 26 septembre 2022, la communauté de communes de Lacq-Orthez a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal et a fixé les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation préalable avec le public à mettre en œuvre pour élaborer ce document.

Par délibération du 11 février 2025, le conseil communautaire a arrêté le projet de PLUi et a tiré le bilan de la concertation.

Conformément à l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, le projet de PLUi a été soumis à l'avis des communes membres, des personnes publiques associées et autres personnes consultées.

Selon l'article L. 153-15 du Code de l'Urbanisme : « Lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau ».

La communauté de communes de Lacq-Orthez prend acte de l'avis défavorable motivé émis par la commune d'Argagnon ainsi que des observations émises par plusieurs communes lors de leurs avis favorables.

L'avis défavorable émis par la commune d'Argagnon portant sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, il appartient à la communauté de communes de Lacq-Orthez d'arrêter à nouveau le projet de PLUi.

Avis favorable du bureau.

3. AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE : PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

Il a été présenté lors du bureau du 19 mai le projet C Mon Sorelh (**C** de Cézéracq, **Mon** de Monréjeau et **Sorelh** de Soleil en béarnais). Le projet de créer une coopérative d'investissement citoyenne permettrait de financer des projets photovoltaïques en lien avec les toitures communales dont le but étant l'autoconsommation collective (ACC).

Deux projets de financement concernant la salle des fêtes de Labastide-Monréjeau et la salle multisports de Labastide-Cézéracq ont été présentés.

Le bureau émet un avis favorable et demande une analyse sur la participation de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

4. GIP CHEMPARC : ÉVOLUTION DES STATUTS ET DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS

Le GIP Chemparc a souhaité faire évoluer sa gouvernance et reprendre ses statuts qui n'avaient pas été revus depuis 2013. Aussi, il a pris les conseils d'un avocat spécialisé dans les GIP pour proposer de nouveaux statuts à ses membres.

Si la prise d'une délibération pour approuver les nouveaux statuts n'est pas nécessaire, il est demandé de désigner les représentants qui passent de 1 en conseil d'administration et 4 en assemblée générale à 2 titulaires et 2 suppléants.

Il est proposé de désigner comme titulaires Patrice LAURENT et Didier REY et comme suppléants Michel DUPUY et Christian LOMBART.

Avis favorable du bureau.

5. AIDE À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE POUR LA SOCIÉTÉ MIM IMPLANTÉE À OS-MARSILLON

Appartenant au groupe FOSELEV et située à Os-Marsillon, la SARL MIM est spécialisée dans la maintenance, mécanique et tuyauterie industrielle. Elle emploie 68 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,8 millions d'€ en 2023. Pour accompagner sa croissance, la société projette d'investir dans du matériel moderne, de digitaliser ses documents de production, d'embaucher 4 salariés supplémentaires et de construire un nouvel atelier qui fait l'objet d'une demande d'aide financière auprès de la CC Lacq-Orthez.

Avis favorable du bureau.

6. PROPOSITION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE BIEN SANS MAÎTRE POUR L'INTÉGRATION DE LA PROPRIÉTÉ PARDIES ENERGY DANS LE PATRIMOINE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

À la suite de l'arrêt d'exploitation de l'entreprise Célanèse/Acetex Chimie, les chaudières situées sur les parcelles cadastrées, commune de Pardies, AB63 et AB64 ont été rachetées par la société Pardies Energy, fondée par l'entreprise néerlandaise Cormoran basée aux Pays-Bas. Cette friche industrielle, laissée en dégradation depuis maintenant 15 ans, représente un danger croissant pour la sécurité des personnes ainsi qu'une problématique environnementale.

Par ailleurs, de nouveaux projets sont envisagés sur cette plateforme, autour de la propriété Pardies Energy.

Cette friche répond aux critères nécessaires pour être qualifiée de bien sans maître. La communauté de communes envisage de mettre en œuvre la procédure d'acquisition de biens vacants et sans maître selon les articles L. 1123-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Une enquête préalable réalisée par la communauté de communes de Lacq-Orthez, en collaboration avec les services de l'État (notamment le service des impôts des entreprises), a confirmé que les parcelles cadastrales concernées, situées sur la commune de Pardies (AB 63 d'une superficie de 10 688 m² et AB 64 d'une superficie de 8 215 m² soit donc un total de 18 903 m²) répondent aux critères nécessaires pour être qualifiées de biens sans maître, à savoir :

- l'absence de propriétaire connu pour les immeubles concernés (bien ayant appartenu à une personne connue qui a disparu sans laisser de représentant identifié) et qui ne sont devenus la propriété d'aucune autre personne.
- taxe foncière sur les propriétés bâties non acquittée depuis plus de trois ans par le dernier propriétaire connu ni réglée par un tiers (L1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Cette procédure relève habituellement des compétences de la commune concernée. Toutefois, dans une délibération en date du 9 avril 2025, la commune de Pardies a renoncé à exercer ses droits sur ces parcelles et les a transférés à la communauté de communes afin qu'elle mette en œuvre la procédure d'acquisition de biens vacants et sans maître selon les articles L. 1123-2 du code général de la propriété des personnes publiques pour l'ensemble des parcelles du site Pardies Energy mentionnées.

Une délibération n'est pas requise mais il convient d'informer le conseil communautaire, le bien étant susceptible d'entrer dans le patrimoine de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

Avis favorable du bureau pour le lancement de la procédure de bien sans maître.

7. LACQ : ACQUISITION D'UNE EMPRISE FONCIÈRE APPARTENANT À LA COMMUNE DE LACQ POUR L'EXTENSION DE CHEMSTART'UP

Dans une délibération en date du 23 septembre 2024, le conseil communautaire a décidé de lancer les études nécessaires au projet d'extension de l'hôtel d'entreprises Chemstart'up (création de deux laboratoires d'environ 200 m² chacun et de locaux de vie complémentaires d'environ 200 m²).

Cette nouvelle extension envisagée nécessite l'acquisition d'une emprise d'environ 480 m² de la parcelle cadastrée, sur la commune de Lacq, AC 460p, située au droit de Chemstart'up, et appartenant à la commune de Lacq.

Avis favorable du bureau.

8. VENTE DE TERRAINS SITUÉS SUR LES COMMUNES DE NOGUÈRES, PARDIES ET BÉSIGNAND À LA SOCIÉTÉ ELYSE ENERGY POUR L'IMPLANTATION DE SES UNITÉS DE PRODUCTION

Pour répondre aux besoins évolutifs du projet E-CHO, qui inclut les unités eM-Lacq pour la production d'e-méthanol et BioTJet pour les carburants aéronautiques, et pour satisfaire les demandes issues de la concertation, Elyse Energy a besoin de terrains complémentaires appartenant à la communauté de communes.

Les parcelles, appartenant à la communauté de communes de Lacq-Orthez, se situent sur les communes de Pardies, Bésignand et Noguères.

Avis favorable du bureau.

9. CRÉMATORIUM LACQ-ORTHEZ : RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE – ANNÉE 2024

Conformément à l'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service.

Le rapport 2024 respecte le cahier des charges et les retours sont toujours positifs.

D'un point de vue financier, le crématorium termine un cinquième exercice en excédent.

Le bureau prend connaissance du rapport, qui sera soumis au prochain conseil communautaire.

10. ZONE DU PESQUÉ À ORTHEZ : DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DES ANCIENS LOCAUX TECHNIQUES DE LA CC LACQ-ORTHEZ PUIS VENTE EN CRÉDIT-BAIL D'UNE DURÉE DE CINQ ANS À L'ASSOCIATION CRÉA'LOCALE

Lors de sa réunion du 17 décembre 2024, le conseil communautaire a autorisé son Président à vendre l'ancien centre technique d'Orthez, situé dans la zone du Pesqué à Orthez, à la recyclerie Créa'Locale, par le biais d'un contrat de crédit-bail d'une durée maximale de quatre ans avec une option d'achat à l'issue de ce délai.

La communauté de communes a fixé le prix de vente à 216 000 €, déduction faite des loyers perçus, et le montant du loyer à 1 800 €/ mois.

Une nouvelle délibération est nécessaire afin de porter la durée du crédit-bail à 5 années et de constater la désaffectation du service public et de déclasser les parcelles cadastrées, section AL, numéros 175p, 177p, 178p du domaine public communautaire.

Avis favorable du bureau sur :

- **le constat** de la désaffectation des parcelles, cadastrées, à Orthez, section AL, numéros 175p, 177p, 178p, et du bâtiment se trouvant dessus ;
- **la prononciation** du déclassement du domaine public intercommunal des parcelles, cadastrées section AL, numéros 175p, 177p, 178p et du bâtiment se trouvant dessus pour une incorporation au domaine privé intercommunal ;
- **l'autorisation** de la vente à la recyclerie Créa'locale par le biais d'un contrat de crédit-bail de cinq ans, avec une option d'achat au terme de ce délai ;
- **le maintien** du prix de vente à 216 000€ déduction faite des loyers perçus dans le cadre du contrat de crédit-bail ;
- **la fixation** du montant des loyers à 1 800€ par mois ;

- **la prise de l'acte** de l'obligation donnée à l'association de libérer les lieux si l'option n'est pas levée à l'issue des cinq ans ;
- **l'autorisation** accordée au Président à signer l'acte de vente et tous les documents nécessaires pour mener à bien cette opération.

11. RÉALISATION D'UN ACCÈS À LA ZONE DE LA PASSERELLE À ORTHEZ : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA CC LACQ-ORTHEZ

Un rond-point permettant l'accès à la zone de la Passerelle a été créé sur la route départementale 9. Le Département participe aux travaux d'assainissement et de chaussée en application du règlement de voirie départemental. La convention proposée définit les modalités d'organisation et de financement des travaux.

La communauté de communes de Lacq-Orthez est maître d'ouvrage de la réhabilitation de la friche industrielle de l'ancienne papeterie des Gaves afin de créer la zone de la Passerelle. Le Département et la communauté de communes ont convenu de :

- constituer une co-maîtrise d'ouvrage pour la création de l'accès à la zone, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique ;
- désigner la communauté de communes maître d'ouvrage de cette opération et de conclure, à ce titre, la convention de co-maîtrise d'ouvrage.

La communauté de communes de Lacq-Orthez assure la coordination de la maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération concernée.

Le Département versera sa participation à la fin des travaux.

L'opération comprend :

- l'aménagement de bordures et la pose de caniveaux,
- la réfection de la chaussée en béton bitumineux,
- la reprise du réseau de l'assainissement pluvial de voirie.

La communauté de communes de Lacq-Orthez prend en charge financièrement 50 % des bordures et caniveaux sur la RD 9, 50 % du réseau d'assainissement pluvial de voirie, 100 % des îlots centraux, bourrelets, séparateurs, 100 % de la signalisation verticale, horizontale et 100 % des travaux divers (mobilier, feux tricolores, espaces verts).

Conformément au règlement de voirie départementale adopté le 20 novembre 2014, le Département prend en charge financièrement 50 % du dispositif d'assainissement pluvial de voirie, 50 % des bordures et caniveaux et 100 % de la réfection de la chaussée.

Chaque membre de la convention récupérera le FCTVA sur les travaux qui le concernent.

Le bureau, à l'unanimité de ses membres, décide :

- **d'approuver** la convention entre le Département et la communauté de communes de Lacq-Orthez,
- **d'autoriser** son Président à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces administratives et comptables qui s'avèreraient nécessaires à la bonne réalisation de cette opération.

12. AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES LIÉS AUX TRAVAUX DE LA RUE DES JACOBINS À ORTHEZ

Sous maîtrise d'ouvrage de la CC Lacq-Orthez, les travaux de requalification de la rue des Jacobins à Orthez ont duré 7 mois et demi. Dans ce contexte, le conseil communautaire du 17 juin 2024 avait validé le déclenchement du dispositif d'indemnisation des commerçants impactés par le chantier.

La commission d'indemnisation amiable s'est réunie le 18 avril 2025 pour donner un avis sur 4 demandes de commerçants. Ces dernières ont été évaluées éligibles au regard du règlement d'intervention. Il s'agit du Kiosque Orthézien, de Photo'Vit, du restaurant Le Corral, et de L'Instant Beauté. Les commerçants restent libres d'accepter ou refuser ces propositions amiables et saisir le Tribunal administratif en vue d'une procédure judiciaire.

Avis favorable du bureau. Il appartient au conseil communautaire de valider les montants à attribuer.

13. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS POUR L'ANNÉE 2024

Ce rapport compile toutes les données quantitatives et financières sur les différents flux de déchets collectés et traités par le service déchets sur une année.

Ainsi, il est à noter que la baisse, entamée en 2022, du tonnage des ordures ménagères se poursuit en 2024 avec 176 kg/habitant collectés et valorisés énergétiquement (vapeur UVE). Si la quantité d'emballages collectés augmente, il est à déplorer l'augmentation des refus de tri principalement liés à l'erreur humaine.

Le tonnage des déchets accueillis sur les 7 déchetteries ne cesse d'augmenter pour atteindre en 2024 un ratio inédit de 291 kg / habitant ; les déchets verts représentent à eux seuls plus de 36% de ce tonnage.

D'un point de vue financier, le coût global de la gestion des déchets a augmenté de 6 % en 1 an sachant qu'une variation des coûts de 30 % avait déjà été subie en 2023.

Ainsi, en 2024, chaque habitant a produit 573 kg de déchets pour un coût de 133 €/habitant. A titre comparatif, pour l'année 2023, les moyennes départementales et régionales sont respectivement de 591 et 639 kg/habitant.

Afin de se rapprocher voire d'atteindre les objectifs de la loi de transition énergétique et de croissance verte visant à une réduction des déchets ménagers soit 476 kg/habitant en 2025 et 462 kg/habitant en 2031, des efforts et actions doivent se poursuivre en matière de prévention des déchets.

Le bureau prend connaissance du rapport, qui sera soumis au prochain conseil communautaire.

14. OPÉRATION DE RÉHABILITATION DU BELVÉDÈRE DE MOURENX : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ ET LA COMMUNE DE MOURENX

Dans le cadre de la réhabilitation du Belvédère à Mourenx, il y a lieu d'établir une convention, modifiable par avenant après accord des deux parties, entre la communauté de communes de Lacq-Orthez et la commune de Mourenx afin que chaque collectivité participe financièrement aux travaux selon leurs compétences respectives.

La communauté de communes de Lacq-Orthez et la commune de Mourenx conviennent donc de :

- constituer une maîtrise d'ouvrage déléguée pour cette opération,
- désigner la commune de Mourenx, maître d'ouvrage de cette opération et de conclure à ce titre une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

La commune de Mourenx assure la coordination de la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Le programme des travaux délégués pour cette opération, selon les termes de la présente convention porte sur :

- la réalisation de cheminements accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- les reprises de trottoirs,
- les reprises de bordures des chaussées de la voie communale,
- les reprises des chaussées de la voie communale impactée,
- les terrassements,
- le revêtement des sols non qualitatifs,
- les travaux d'éclairage public.

Dans le cadre de cet aménagement, il est proposé d'optimiser la coordination technique et financière du chantier.

Ainsi, pour cette opération :

- la commune de Mourenx dont les travaux sous sa maîtrise d'ouvrage sont prépondérants, réalisera les travaux d'aménagement en intégralité sous sa maîtrise d'ouvrage,
- la communauté de communes de Lacq-Orthez souhaite, à cette occasion, confier à la commune de Mourenx les travaux qui consistent en la réalisation de cheminements piétons accessibles sur les voies communautaires, à la reprise de trottoirs, des bordures et de la chaussée, des travaux de terrassement, d'éclairage publics et de revêtement des sols dans la limite du cadre d'intervention où les matériaux qualitatifs sont à la charge de la commune,

- ☛ chaque membre de la convention récupérera le FCTVA sur les travaux qui le concerne.

Par ailleurs, la communauté de communes de Lacq-Orthez assurera techniquement et financièrement la maîtrise d'ouvrage des équipements d'éclairage public et des travaux de voirie, non intégrés au périmètre du chantier ainsi qu'au coût prévisionnel des travaux précités.

Le bureau, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres, décide :

- ☛ **d'approuver** la convention entre la commune de Mourenx et la communauté de communes de Lacq-Orthez,
- ☛ **d'autoriser** son Président à signer ladite convention ainsi que toutes pièces administratives et comptables qui s'avèreraient nécessaires à la bonne réalisation de cette opération.

15. SOUTIEN FINANCIER À DES ASSOCIATIONS POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES ET CULTURELLES ET/OU POUR LA LOCATION DE CHAPITEAU : EXAMEN DES DEMANDES AU TITRE DE L'ANNÉE 2025

Le bureau émet un avis favorable à la demande transmise par la commune de PARDIES pour le compte d'associations implantées sur le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez, et ce dans le cadre du dispositif de soutien financier pour l'organisation de manifestations sportives et culturelles.

Il appartiendra au prochain conseil communautaire de se prononcer sur un montant de la subvention.

16. AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ SUIVANT (PROCÉDURE FORMALISÉE) :

- ☛ Travaux de curage de fossés des voies communales sous gestion de la communauté de communes de Lacq-Orthez :

Autorisation donnée au Président de signer le marché relatif aux travaux de curage de fossés des voies communales sous gestion de la communauté de communes de Lacq-Orthez. Le marché est multi-attributaire car il est divisé en 4 secteurs (ouest, est, sud et centre). L'avis d'appel d'offre du 26 mai 2025 a décidé d'attribuer le marché comme suit :

- *le secteur ouest, est attribué à la SARL André LAFONT (64300 – ORTHEZ) pour un montant estimatif HT de 89 440 €,*
- *le secteur est, est attribué à la SARL REY-BETBEDER (64170 - LACQ) pour un montant estimatif HT de 107 536,45 €,*
- *le secteur sud, est attribué à la SARL DDTP (64300 – MONT) pour un montant estimatif HT de 108 791 €,*
- *le secteur centre, est attribué à la LAFFITTE FRÈRES (64150 MOURENX) pour un montant estimatif HT de 195 569 €.*

17. AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER L'AVENANT SUIVANT (PROCÉDURE FORMALISÉE) :

- ☛ Entretien des espaces verts sur le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez – avenant n°1 au lot 4 :

Autorisation donnée au Président de signer le marché relatif à l'entretien des espaces verts sur le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez. Le marché, réparti en 7 lots, a été attribué à la société SARL Castagnous Paysage (64370 ARTHEZ-DE-BÉARN) pour un montant estimatif annuel HT de 220 786,78 €. L'avenant n°1 vise à ajouter la commune de Lagor parmi les communes sur lesquelles l'entretien des espaces verts est réalisé. Il convient donc d'augmenter le montant maximum du lot 4 de 270 000 € HT par an à 310 000 € HT pour les deux dernières années, soit une augmentation de 7 %.

18. APPROBATION DE LA CONVENTION CADRE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ ET LES COMMUNES MEMBRES INTÉRESSÉES POUR L'ANNÉE 2025

Autorisation donnée au Président de signer une convention cadre de groupement de commandes entre la communauté de communes de Lacq-Orthez et les communes membres pour l'année 2025. Depuis 2016, la communauté de communes propose à ses communes membres de se regrouper pour l'achat de biens et de prestations relevant de diverses familles d'achats en vue de réaliser des économies d'échelle. Il est donc proposé aux communes une liste d'achats sur laquelle elles peuvent s'engager. Pour l'année 2025, la liste des consultations entrant dans le champ d'application du groupement de commandes serait la suivante : travaux routiers sur différentes voies de la communauté de communes de Lacq-Orthez. La fonction de coordonnateur du groupement, c'est-à-dire la passation du marché, sera assurée par la communauté de communes de Lacq-Orthez.